

Boutaleb Assia
Ecole doctorale de Sciences Po
Programme doctoral Monde arabe

Titre de la thèse :
La jeunesse en tant qu'objet et enjeu de légitimation en Égypte (2000-2004).
Prodiges et litiges de la légitimité

Composition du jury de thèse :

Mounia BENNANI-CHRAÏBI, Professeur associé, Institut des Etudes politiques et internationales de l'Université de Lausanne

Miche CAMAU, Professeur des Universités, IEP d'Aix-en-Provence (rapporteur)

Michel DOBRY, Professeur des Universités, Université Paris I

Jean-Noël FERRIÉ, Directeur de recherches au CNRS (rapporteur)

Jean LECA, Professeur des Universités émérite, IEP Paris (directeur de thèse)

Résumé de la thèse

Ce travail est né de la rencontre d'une interrogation et d'un terrain. La première porte sur les processus par lesquels les agents d'un système politique assurent son maintien, voire sa perpétuation ; le second a mis en évidence l'importance de la jeune générationnelle dans l'Égypte contemporaine et, plus spécifiquement, l'enjeu que représente la jeunesse pour le régime politique. Ceci nous a conduit à articuler la problématique de la légitimité à la thématique de la jeunesse.

Nous avons considéré que la légitimité, et ses aspects processuels, se jouent autrement que dans ce que tente de saisir le paradigme standard. Il faut également prendre en compte des actions et des pratiques, des discours mais, aussi, des réactions et des ajustements. C'est ce que nous avons fait en élaborant une afin de saisir concrètement la légitimité. Cela nous a conduit à proposer un modèle descriptif à partir duquel orienter la recherche empirique. Considérer que la légitimation est un processus ciblé et situé signifie que celle-ci a lieu à propos de quelque chose que nous avons identifié comme étant une ressource de légitimation. Celle-ci répond à certaines caractéristiques comme celle d'être une catégorie floue, un « signifiant flottant », révélant une communion de sens entre ceux qui l'emploient tout en étant capable de supporter des imaginaires différents. Le propre d'un tel type de signifiant, à savoir le fait d'être sans signifié, est qu'il ne dit rien par lui-même mais qu'il sert à dire et, allons plus loin, à faire. En effet, une ressource de légitimation existe comme référence pour les acteurs, et constitue un appui conventionnel dont disposent ces acteurs, c'est-à-dire une ressource qui permet d'élaborer une communauté, même minimale, de perspectives pour coordonner des actions. C'est cette deuxième caractéristique qui fait toute l'opérationnalité du concept : la ressource de légitimation donne lieu à des actions et des pratiques observables et donc saisissables par l'empirie. Mais cela ne suffit pas : il faut encore que, dans la société étudiée et au moment de l'étude, la catégorie dont il est question soit considéré comme posant problème.

A partir d'une ressource de légitimation précise, à savoir, dans cette étude, la jeunesse, nous avons pu montrer que les processus de légitimation consistent autant en des actions qui relient le centre du pouvoir à différents secteurs sociaux qu'en des discours de justification, explicites revendications de légitimité, adressés aux jeunes mais aussi à l'ensemble de la population.

Afin de pouvoir pleinement déployer la démonstration, il faut, au préalable, en préciser les postulats et les axiomes. C'est l'objet du tout premier chapitre qui, à partir d'une discussion et d'un retour sur la notion de légitimité, justifie l'élaboration d'un modèle descriptif permettant d'orienter l'investigation de processus de légitimation qui ont lieu à propos d'un ressort d'ordre donné. Ce ressort, comme le démontre les chapitres 2 et 3, est la jeunesse. Nous avons vu ainsi que cette dernière est, en tant que thématique, non seulement présente dans le débat social mais également liée à la recomposition de la configuration élitare. De l'entrelacement des discours politiques, savants et publics, ce sont différentes constructions sociales de la jeunesse qui émergent. Ces dernières ont en commun d'imposer l'idée de crise et de consacrer les jeunes en tant que mineurs sociaux. Socialement catégorisés sous des angles multiples et parfois contradictoires, ils sont, dans le domaine politique, plus franchement présentés comme un atout et une richesse par un parti au pouvoir décrédibilisé. De fait, avons montré que le recours à la jeunesse s'explique par les dilemmes de la relève politique et par les dynamiques problématiques de la configuration élitare actuelle.

Pour aborder ce qui se fait en direction des jeunes, nous commençons, dans le chapitre 4, par en analyser la présence et la place dans les discours politiques mais aussi au sein des organisations partisans. Nous montrons que l'engouement déclaré et affirmé des hommes politique pour cette catégorie de la population se traduit peu par une inclusion effective au niveau des instances partisans. Chemin faisant, ceci nous permet de restituer les multiples facettes et les enjeux de la référence à la jeunesse, mais aussi de son instrumentalisation, dans le domaine politique. Le chapitre 5 est consacré à un des piliers de l'action étatique destinée à la jeunesse : les centres du même nom. Au-delà de leur mission d'encadrement et de leur statut de lieu de loisirs, il est démontré que les centres sont un lieu où se nouent des relations entre professionnels de la jeunesse, élus locaux et nationaux, et responsables administratifs. En ce sens, nous avons envisagé ces lieux comme des dispositifs de légitimation permettant l'élaboration d'un réseau de relations qui assure à l'État une assise au niveau des quartiers et des villages. Dans le chapitre suivant, on continue l'analyse des pratiques et des actions destinées à la jeunesse, en envisageant les politiques publiques mises en œuvre, et plus spécifiquement, les politiques de logement et d'aide à la création d'entreprises. L'hypothèse qui sous-tend ce chapitre est que ces mesures sont des espaces d'émission de revendications de légitimité. En analysant ces dernières, nous relevons qu'elles ont deux particularités : celle de mobiliser le vocabulaire de la consolidation autoritaire et celle d'inclure une articulation spécifique entre le gouvernement et le secteur privé. La première particularité consacre le pouvoir comme seul initiateur et seul capable de mettre en place des actions en direction de la jeunesse. En cela, les revendications de légitimité avancent l'idée d'absence d'alternative. La seconde particularité nous amène à explorer la question de la participation des hommes d'affaires à l'action publique, et à proposer une grille de lecture des modalités d'articulation entre secteur public et secteur privé.

Enfin, la parole est donnée aux jeunes. Plus précisément, nous avons cherché à comprendre les rapports au politique et à mettre en exergue des trajectoires particulières afin d'analyser la réception et l'audibilité des revendications de légitimité produites en leur direction et à leur propos. Pour se faire, nous sommes revenus sur la notion de compétence et de proposer, dans le chapitre 7, une approche de celle-ci qui insiste sur les interactions et les savoirs, aussi bien profanes que spécialisés. L'analyse des entretiens effectués met en évidence le fait qu'en insistant sur l'absence d'alternative possible, les dits de légitimité, sont recevables et Ô combien audibles aux oreilles des jeunes : ils en font l'expérience dans leur vie quotidienne et dans leurs rapports, inévitables, avec le politique. Ce sont les profils de certains jeunes qui fournissent, dans le chapitre 8, des exemples de rapports au politique permettant de dégager la

diversité des trajectoires et les aléas, de ce que nous avons appelé, des carrières publiques. À travers les différents récits de telles carrières, c'est bel et bien un murmure de soutien diffus qui se fait s'entendre. Mais soutien diffus minimal et non à l'abri de mises à l'épreuve ponctuelles comme nous le montre l'épisode des manifestations étudiantes de 2002, dans le dernier chapitre. En détaillant le déroulement de celles-ci, nous avons développé l'idée de moment de délégitimation qui se caractérise par une activation du sens critique et par un rejet explicite des autorités. Ce moment de cristallisation d'une tension reste ponctuel car celle-ci est, avant tout, limitée à un secteur. Mais aussi conjoncturel soit-il, il permet de montrer comment et dans quelles circonstances la légitimité du régime est éprouvée par les jeunes.